

# L'Etat de Droit est mort en France, tué par Macron le 24 juillet 2018

*L'état Macron, la grande esbroufe !*



Comment voir autrement sa déclaration : « Vous cherchez un responsable ? Il est devant vous. Que l'on vienne me chercher » ?

Ainsi, après l'affaire du 1<sup>er</sup> mai on eut droit aux affaires de ceux qui mentirent devant la commission à l'Assemblée Nationale et/ou devant celle du Sénat en prétendant que le président n'était pas au courant ? Mentir devant tel aréopage est sanctionnable par la Loi. En subiront-ils les foudres ? On en doute très fortement.

Ainsi ceux qui fournirent à Benalla son insigne de police, lui délivrèrent port d'arme, lui fournirent cette arme, le laissèrent participer à l'action de la force publique lors de ces manifestations, lui transmirent les enregistrements

vidéos... Seront-ils sanctionnés eux aussi ? On en doute toujours.

Ainsi ceux qui virent et qui surent l'action du même Benalla et n'en ont rien dit à la Justice, prirent une vraie fausse sanction par une mise à pied de deux semaines – sans retenue de salaire ! – et une rétrogradation qui ne changea rien de ses attributions comme le montre sa très proche présence auprès du couple présidentiel en juin puis en juillet, durant qu'il reprit benoîtement ses fonctions... Oui, tous ceux-là qui laissèrent passer le temps sans plus agir... Seront-ils sanctionnés ?

L'avocat du garde du corps ose le présenter comme injuste victime des médias et de la classe politique, lui qui ne voulut que prêter son concours aux forces de l'ordre... Que ne rappelle-t-il aux gens de l'Elysée et de l'Intérieur que prêter son concours à la justice se doit tout autant faire ! Plutôt que cette mise sous l'oreiller d'actions violentes, Benalla, ou interdites, l'usurpation d'une fonction policière.

Maintenant c'est Macron qui se plaçant au-dessus du Peuple et de ses Lois nargue ses adversaires et la France entière, leur disant : Venez me chercher ! Lui qui sait tout, lui qui sut dès le début sans aucunement agir contre son collaborateur et en symbiose avec la justice... Le voilà maintenant qui se dit responsable de l'entièreté des erreurs et des mauvaises actions de ses proches. Aussi devrait-il en payer le prix ! En rendre compte ! Croire un instant qu'il le fera ?

Que vise-t-il en agissant ainsi sinon protéger sa bande de copains et coquins, lui qui souhaite un pouvoir autocrate ?

Il se peut que le droit soit pour lui. La morale politique ne l'est pas. Ces affaires renforceront l'opposition et réveilleront des Français ! Une bonne chose. Mais c'est là la fin de l'Etat de Droit ; se placer au-dessus de la loi et mépriser la justice. Disons lui Adieu ; en tremblant !

Qu'est la République sinon un système constitutionnel par lequel l'Assemblée exerce ses pouvoirs ? Que devient-elle quand on peut bafouer impunément des commissions d'enquêtes parlementaires ? Et que devient la République quand elle n'est plus cet état de droit ?

Dire 'Adieu la République !' ? On peut se demander s'il le faut faire tant ce régime nous a montré sa vacuité et son immoralisme. Prenons-en quelques signes récents ou actuels :

1993 / Les députés de la Nation votent l'auto-amnistie des délits financiers de financement des partis – et donc de leurs postes, prébendes, élections, etc.

2017 / Participation à l'élection présidentielle réduite à 66% des inscrits ; et 38,5% au second tour des législatives s'en suivant.

2013 / Absence complète des leaders politiques lors des manifs LMPT. Le très chrétien candidat des Catholiques, François Fillon ira même jusqu'à dire que sa place n'était pas dans la rue mais à l'Assemblée. Quand on sait la vacuité et donc l'inutilité des débats et des votes de l'opposition dans ces instances... Pff...

Nous dirigeons-nous vers des heurts dans la rue ? Ou devons-nous aller chercher le Roi ?

**Bertrand du Boullay**